MONSEMPRON LIBOS

CONSEIL MUNICIPAL

DU 18 DECEMBRE 2025

COMPTE-RENDU DE SEANCE

Ordre du jour :

- Demande de subvention travaux restauration intérieure Eglise Saint Géraud
- Demande de subvention rénovation énergétique – salle de la Pergola
- Demande de subvention au titre de la répartition des amendes de police
- Demande de subvention FACIL aménagements îlot du pont Neuf
- Plan façades 2026
- Remboursement commune - CCAS - charges pôle social
- Classement des voies communales
- Modification des statuts Territoire d'Energie 47
- Rapport activité 2024 Territoire d'Energie 47
- Acquisition de plein droit d'un bien sans maître
- Intégration dans l'actif de l'immeuble 26 avenue de la Gare
- Cession immeuble 26 avenue de la Gare
- Redevance de nettoyage dépôt sauvages
- Tarification redevances funéraires
- Adhésion à l'association club TGV Gare d'Agen Porte de Gascogne
- Subvention accompagnement emplois sportifs
- Renouvellement de la convention retraite CNRACL
- Décision modificative n°1
- Autorisation d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits du budget de l'exercice précédent
- Compte-rendu des décisions prises en vertu de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Questions diverses

1 - Ouverture de la séance

Monsieur Jean-Jacques BROUILLET, Maire, déclare la séance ouverte à dix-neuf heures.

2 – Appel nominal des conseillers municipaux

	BROUILLET Jean-Jacques	CARMEILLE Bernard	CARON Jean-Charles
	CATHALOT Cindy	DUBIN Anne	FAUBEL Catherine
	LABROUE Cédric	LAFOZ Michèle	LARIVIERE Yvette
	MONIQUE Gilles	ROSEMBAUM Marie-Claire	VAYSSIERE Didier
Procurations :	BOUYE Christophe (pouvoir à VAYSSIERE Didier) - GAYRAL Fabienne (pouvoir à BROUILLET Jean-Jacques) - GERARD Clément (donne pouvoir à LAFOZ Michèle)		
Absents	LABOULY Alain - VANHOENACKER Véronique - VERGNES Denis		

3- Désignation du secrétaire de séance

Sur proposition du Maire, Madame LAFOZ Michèle est désignée secrétaire de séance.

4- Approbation du compte-rendu du conseil municipal du 27 août 2025

Le compte-rendu du conseil municipal du 27 août 2025 est approuvé à l'unanimité

5 – Délibération 2025-025 - Demande de subvention travaux restauration intérieure Eglise Saint Géraud

Monsieur le Maire rappelle que la restauration de l'Eglise Saint Géraud effectuée à ce jour s'est déclinée en 4 tranches :
- extérieur et intérieur du clocher comprenant la couverture et les maçonneries.
- couverture et élévations du chœur (Charpente – couverture – maçonneries).
- couverture et élévations des absidioles et du transept.
- élévations Ouest et Sud de la Nef

Il précise que deux tranches de travaux restent à réaliser :

- restauration intérieure de la nef, des absidioles et de la crypte
- restauration et mise en valeur de la crypte.

Monsieur le Maire indique que ces travaux ont été estimés à un montant de 401 375.00 € HT.

Il propose au Conseil Municipal de solliciter des subventions selon le plan de financement suivant :

Dépenses		Recettes	
Restauration intérieure de la nef, des absidioles et de la crypte, restauration et mise en valeur de la crypte	401 375.00 €	DRAC 40 %	160 550.00 €
		Région 15 %	60 206.25 €
		Département 25 %	100 345.75 €
		Autofinancement 20 %	80 275.00 €
Total	**401 375.00 €**	**Total**	**401 375.00 €**

Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal

Approuve le plan de financement des travaux de restauration de l'Eglise Saint Géraud

Sollicite l'aide maximale de l'Etat, de la région Nouvelle Aquitaine et du Département de Lot-et-Garonne.

Constate que la délibération est approuvée à l'unanimité

6 – Délibération 2025-026 : Demande de subvention rénovation énergétique – salle de la Pergola

Monsieur le Maire expose que la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) est destinée à financer la réalisation d'opérations visant au développement des territoires ruraux inscrites dans un contrat. Il s'agit notamment d'opérations inscrites dans les Contrats de Relance et de Transition Energétique (CRTE).

Les actions éligibles à une subvention au titre de la DSIL dans ce cadre sont destinées notamment à promouvoir un aménagement durable du territoire pour enforcer la mobilité, la transition écologique et la cohésion sociale.

Monsieur le Maire indique que le Fonds Vert poursuivant les mêmes objectifs pourra être sollicité pour le financement des travaux de rénovation énergétique de la salle de la Pergola.

Il propose au Conseil municipal de solliciter l'aide de l'Etat pour cette rénovation, selon le plan de financement suivant. :

Dépenses HT		Recettes HT	
Travaux rénovation énergétique salle de la Pergola	941 348,00	DSIL 40%	376 539,20
		Fonds Vert 40 %	376 539,20
		Autofinancement	188 269,60

Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal

Approuve le plan de financement des travaux de rénovation énergétique de la salle de la Pergola

Sollicite l'aide maximale de l'Etat,

Constate que la délibération est approuvée à l'unanimité

7 – Délibération 2025-027 - Demande de subvention au titre de la répartition des amendes de police

Monsieur le Maire expose que le produit des amendes de police relatives à la circulation routière est partagé entre collectivités, proportionnellement au nombre des contraventions à la police de la circulation dressées sur leur territoire respectif au cours de l'année précédente.

Ces fonds sont affectés au financement de travaux de voirie visant à accroître la sécurité.

La répartition est faite par le Conseil Départemental qui arrête la liste des bénéficiaires et le montant des attributions à leur verser en fonction de l'urgence et du coût des opérations à réaliser.

Le plafond de travaux éligibles à l'aide financière fixé par le Conseil Départemental de Lot et Garonne est de 15 200 € HT, le taux est de 40 %, soit une subvention maximale de 6 080 €.

Monsieur le Maire présente un projet d'aménagement de voirie de la rue des Jardins et propose au Conseil municipal de solliciter subvention au titre de la répartition des amendes de police selon le plan de financement suivant. :

Dépenses HT		**Recettes HT**	
Travaux de sécurisation de la rue des jardins	40 225, 00 €	Amendes de police 40 % d'un plafond de 15 200 €	6 080.00 €
		Autofinancement	34 145, 00 €
Total HT	**40 225,00 €**	**Total HT**	**40 225, 00 €**

Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal

Approuve le plan de financement des travaux d'aménagement de voirie de la rue des Jardins

Sollicite l'aide maximale du Conseil Départemental au titre de la répartition des amendes de police

Constate que la délibération est approuvée à l'unanimité

8 – Délibération 2025-028 – Demande de subvention FACIL aménagements îlot du pont Neuf

Monsieur le Maire expose que le Conseil Départemental de Lot-et-Garonne a créé le Fonds d'aide aux communes et intercommunalités (FACIL), dispositif visant notamment à soutenir les projets structurants des territoires dans le cadre de la revitalisation et maintien de la vitalité des centres bourgs ou de la transition écologique.

Les aménagements routiers sur le domaine public départemental et d'intersections impliquant une route départementale sont éligibles :

- Plafond de base subventionnable : 61 000 € HT
- Taux d'aide maximum : 50 %

Monsieur le Maire présente un projet d'aménagement de l'îlot du pont Neuf et son plan de financement :

Dépenses HT		Recettes HT	
Travaux d'aménagement de l'îlot du pont Neuf	243 592,50 €	FACIL 50 % d'un plafond de 61 000.00 € HT	30 500.00 €
		Autofinancement	213 092,50 €
Total HT	**243 592,50 €**	**Total HT**	**243 592,50 €**

Après avoir délibéré
Le conseil Municipal,

Approuve le plan de financement des travaux d'aménagement de l'îlot du pont Neuf

Sollicite l'aide maximale du Conseil Départemental au titre du FACIL

Constate que la délibération est approuvée à l'unanimité

9 – Délibération 2025-029 - Plan façades 2026

Monsieur le Maire rappelle que par délibération 2023-050 du 19 décembre 2023, le Conseil Municipal adoptait le règlement plan façades actuellement en vigueur prévoyant notamment les dispositions financières suivantes :

• Maisons individuelles : montant de l'aide fixé à 40 % du montant TTC des travaux de rénovation de la façade et plafonné à 3200 € soit un maximum de 8000 € de travaux subventionnables.

• Immeubles collectifs (au moins deux logements) : montant de l'aide fixé à 30 % d'un montant plafonné à 16 000 € pour les immeubles de 2 et 3 logements et à 20 % d'un montant plafonné à 32 000 € pour les immeubles de 4 logements et plus

Les travaux éligibles sont :
- Rénovation des maçonneries extérieures
- Nettoyage, peinture et réfection des garde-corps, des balcons et des menuiseries sous réserve de travaux de rénovation des maçonneries extérieures
- Réfection et reprise des éléments de modénature : bandeaux, corniches et tout élément architectural remarquable sous réserve de travaux de rénovation des maçonneries extérieures
- Réfection des éléments de zinguerie associés à la façade (gouttières, descentes d'eaux pluviales, dauphins…) sous réserve de travaux de rénovation des maçonneries extérieures
- Réfection des portails, clôtures, marquises, ayant un caractère architectural remarquable (notamment pour les maisons dites « villa ») sous réserve de travaux de rénovation des maçonneries extérieures

• la peinture de volets (prime de 100 € par ouverture)
• le remplacement de volets (prime de 150 € par ouverture)
• le remplacement des gouttières et descentes en cuivre, aluminium ou zinc (prime de 5 € du ml)
• la réfection des avant-toits (prime de 10 € du mètre linéaire).

Il demande au Conseil Municipal de se prononcer sur cette aide et son périmètre d'éligibilité pour l'année 2026.

Après en avoir délibéré,
Le Conseil Municipal

Reconduit le règlement d'éligibilité des travaux plan façades instauré par la délibération 2023-050 du 19 décembre 2023

Décide de fixer le périmètre d'éligibilité aux voies suivantes :

Rue du Lot	Avenue de la Libération	Rue des Remparts
Rue du Pont Neuf	Rue des Jardins	Rue de l'Etoile du Nord
Rue de la Fraternité	Rue de la République	Rue du Nord
Rue Nationale	Place de la Mairie	Rue des Cannelles
Rue de la Liberté	Chemin de Ronde	Rue de Crouziès
Avenue de Villeneuve	Impasse des Huguenots	Rue des Acacias
Rue la Cité	Impasse de la Poterie	Résidence de Cussac
Rue de la Liberté	Impasse du Fournil	Rue des Ecoles
Rue et impasse de Plaisance	Rue de la Tour	Rue et impasse de Jarrou
Place Centrale	Rue de l'Angle Droit	Rue et impasse Beauséjour
Place du Marché	Impasse des Gaulois	Rue des Tilleuls
Avenue de la Gare	Voie Romaine	Rue Beausoleil
Rue du Marché	Place du XIV juillet	Rue du Forain

Constate que la délibération est approuvée à l'unanimité

10 – Délibération 2025-030 - Remboursement commune - CCAS - charges pôle social

Monsieur le Maire expose que le personnel communal accomplit diverses missions administratives et sociales relevant de la compétence du Centre Communal d'Action Sociale, notamment :

- des aides aux démarches et soutien de personnes en difficulté
- les actions en faveur des personnes âgées et isolées
- le secrétariat du conseil d'administration du CCAS

Le coût en personnel annuel a été évalué à la somme de 4 219.60 €.

Il propose au Conseil Municipal de solliciter le remboursement de ce montant de charges de personnel auprès du Centre Communal d'Action Sociale.

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

Sollicite le remboursement de 4 219.60 € de charges de personnel auprès du CCAS communal

Constate que la délibération est approuvée à l'unanimité

11– Délibération 2025-031 - Classement des voies communales

Vu le Code de la voirie routière et notamment ses articles L141-1 à L141-13 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L2334-22 ;

Considérant la nécessité de mettre à jour le tableau de recensement de la voirie communale ;

Considérant que les modifications apportées n'ont pas pour conséquence de porter atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur les voies

Considérant que, dans ce cadre, les classements et/ou déclassements envisagés sont dispensés des formalités d'enquête publique préalable, en application des dispositions de l'article L141-3 2e alinéa du code la voirie routière ;

Considérant que les chemins ruraux appartenant à la commune, affectés à l'usage du public, ne sont pas classés comme voies communales ; ils n'appartiennent pas au domaine public routier de la commune mais à son domaine privé (article L161-1 du Code de voirie routière) ;

Considérant l'actuelle longueur de voirie communale, relevant du domaine public routier, prise en compte pour un total de 32 326 mètres ;

Sur proposition du maire ;

Après avoir entendu l'exposé de son rapporteur,

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

décide d'approuver la nouvelle longueur de voirie communale, d'un total de 40 326 mètres, synthétisée comme suit :

- Voies à caractère de rue : 27 394 mètres
- Voies à caractère de chemin : 1 788 mètres
- Places et aires de stationnement exprimées en mètres linéaires : 993 mètres linéaires

Les chemins ruraux sont recensés pour une longueur de 10 151 mètres.

Le tableau, daté et signé, des voies et chemins dont la commune est propriétaire, est joint à la présente délibération.

Constate que la délibération est approuvée à l'unanimité

12– Délibération 2025-032 - Modification des statuts Territoire d'Energie 47

Monsieur le Maire rappelle que la commune est adhérente au Syndicat de communes Territoire d'Energie Lot-et-Garonne (TE 47), qui est l'autorité organisatrice du service public de distribution de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire du département.

Territoire d'Energie Lot-et-Garonne exerce également diverses compétences optionnelles comme la distribution publique de gaz, l'éclairage public, la signalisation lumineuse tricolore, l'éclairage des infrastructures sportives, les réseaux de chaleur ou de froid, les infrastructures de charge pour véhicules électriques ainsi que des activités connexes à chaque compétence.

Monsieur le Maire précise que la création effective du Syndicat Départemental des Collectivités Electrifiées a pris effet au 1er juillet 1953, par arrêté préfectoral en date du 1er juin 1953.

Les statuts du Syndicat ont ensuite été régulièrement modifiés par arrêtés préfectoraux au fil de la modification de ses compétences ou de son fonctionnement, par arrêté préfectoral du 18 octobre 2022 en dernier lieu.

Le Président de TE 47 a notifié, à chaque commune membre, la délibération du Comité Syndical de TE 47 en date du 22 septembre 2025 portant sur une nouvelle proposition de modification de ses statuts.

Au vu des demandes existantes, des enjeux actuels et des enjeux auxquels il faudra répondre prochainement, les membres du Comité Syndical de Territoire d'Energie Lot-et-Garonne ont décidé de soumettre à ses communes membres la prise de nouvelles compétences par le Syndicat :

- la compétence IRVAE (Infrastructures de Recharge de Vélo à Assistance Electrique), pour développer l'installation de bornes nécessaires à la mobilité douce en Lot-et-Garonne, comme le Syndicat l'a impulsé pour les Infrastructures de Recharge des Véhicules Electriques ;

- la compétence gaz hors gaz méthane et gaz propane (C02, hydrogène, …) :

Plusieurs projets étant à l'étude afin de récupérer le bio CO2 généré à l'occasion d'opérations de méthanisation et de permettre son acheminement, puis son utilisation par des utilisateurs industriels ou des serristes, TE 47 pourrait développer les réseaux de distribution des gaz renouvelables émergents, tels que le bio CO2 et l'hydrogène, distribuer et commercialiser cette énergie pour répondre à un intérêt public local.

Il conviendrait également d'apporter une modification sur la représentation des communes urbaines, en précisant qu'à minima, chaque commune disposera d'au moins un délégué titulaire et d'un délégué suppléant.

Le Conseil Municipal doit se prononcer sur ces modifications dans un délai de trois mois à compter de la notification.

A défaut de délibération dans ce délai, la décision de la commune serait réputée favorable.

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-20 du Code Général des Collectivités Territoriales*, « à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale au maire de chacune des communes membres, le conseil municipal de chaque commune dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur la modification envisagée. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable. La décision de modification est subordonnée à l'accord des conseils municipaux dans les conditions de majorité qualifiée requise pour la création de l'établissement. La décision de modification est prise par arrêté du représentant ou des représentants de l'Etat dans le ou les départements intéressés ».*

Il convient à ce jour que le Conseil Municipal se prononce sur la modification statutaire proposée et entérinée par Territoire d'Energie Lot-et-Garonne.

Vu les articles L.5211-20 et L.5212-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

Approuve la modification proposée des statuts de Territoire d'Energie Lot-et-Garonne ;

Précise que la présente délibération sera notifiée au Président de Territoire d'Energie Lot-et-Garonne.

Constate que la délibération est approuvée à l'unanimité

13– Délibération 2025-033 - Rapport activité 2024 Territoire d'Energie 47

Monsieur le Maire rappelle que la commune est adhérente à Territoire d'Energie Lot-et-Garonne (TE 47), qui est l'autorité organisatrice du service public de distribution de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire du département.

La commune a reçu en date du 17/09/2025 par voie dématérialisée le Rapport d'activité 2024 de Territoire d'Energie Lot-et-Garonne.

Conformément aux dispositions de l'article L5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), Madame / Monsieur Le Maire soumet à l'assemblée le rapport d'activité dudit syndicat.

Monsieur Le Maire informe que ce document est tenu dans son intégralité en mairie, à la disposition des élus et du public et peut également être téléchargé sur le site Internet de TE 47 (www.te47.fr).

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

Prend acte du rapport d'activité de l'année 2024 de Territoire d'Energie Lot-et-Garonne.

Constate que la délibération est approuvée à l'unanimité

14– Délibération 2025-034 - Acquisition de plein droit d'un bien sans maître

Le Conseil Municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles l'article L1123-1 et L 1123-2,

Vu le code civil, notamment son article 713,

Vu le classement de la commune de Monsempron-Libos en Zones de Revitalisation Rurale

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal de la réglementation applicable aux biens sans maître et à l'attribution à la commune de ces biens.

Monsieur le Maire expose que le service impôt des particuliers de Lot-et-Garonne a adressé à la mairie de Monsempron-Libos un courrier au sujet de parcelles de taillis appartenant M. KOSCIELNY Bruno décédé à son domicile du 5 avenue de Villeneuve à Condezaygues le 21 février 2001.

Ces parcelles cadastrées AI 22, AI 23 et AI 24 ont des superficies respectives de 890, 1915 et 10 m².

Monsieur le Maire expose que ces biens font partie d'une succession ouverte depuis plus de dix ans et relèvent donc des dispositions de l'article L1123- du Code général de la Propriété des Personnes Publiques et doivent être considérés comme biens n'ayant pas de maître.

Les services du Domaine ont par ailleurs confirmé que l'Etat n'est pas entré en possession de ces biens.

Monsieur le Maire indique que cet immeuble revient à la commune si cette dernière ne renonce pas à ce droit.

Il propose au Conseil Municipal d'exercer ses droits d'incorporation dans le domaine privé communal de ces parcelles.

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

Exerce ses droits d'incorporation dans le domaine privé communal sur les parcelles AI 22, AI 23 et AI 24 en application des dispositions de l'article 713 du Code Civil pour les raisons suivantes : sortie de vacance d'un bien situé en zone urbaine.

Charge Monsieur le Maire de rédiger le procès-verbal de prise de possession de plein droit de ces biens sans maître et d'accomplir toutes les démarches nécessaires afférentes à cette opération.

Constate que la délibération est approuvée à l'unanimité

15 – Délibération 2025-035 - Intégration dans l'actif de l'immeuble 26 avenue de la Gare

Monsieur le Maire rappelle que par délibération 2023-039 du 23 décembre 2023 le Conseil Municipal exerçait ses droits d'incorporation dans le domaine privé communal sur les parcelles AL 10 et AL 11, au 26 avenue de la Gare.

Il expose qu'il convient d'intégrer ce bien dans l'actif communal par une opération d'ordre budgétaire :

- mandat d'ordre budgétaire au compte 2132 (chapitre 041) pour constater l'enregistrement de l'immobilisation au patrimoine.
- titre d'ordre budgétaire au compte 1328 (chapitre 041)

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal d'intégrer ce bien à hauteur de sa valeur vénale estimée à 95 000 € par les services fiscaux.

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

Décide d'incorporer dans le domaine privé communal sur les parcelles AL 10 et AL 11, au 26 avenue de la Gare hauteur de sa valeur vénale.

Charge Monsieur le Maire de passer les écritures comptables correspondantes.

Constate que la délibération est approuvée à l'unanimité

16 – Délibération 2025-036 - Cession de l'immeuble 26 avenue de la Gare

Monsieur le Maire rappelle que par délibération 2024-023 du 5 juillet 2024, le Conseil Municipal le chargeait de procéder à la mise en vente de gré à gré de la cession de l'immeuble communal constitué par la maison d'habitation et le terrain des parcelles AL 10 d'une superficie de 371 m² et AL 11 de 870 m², au 26 avenue de la Gare à Monsempron-Libos.

Il expose l'offre d'achat formulée par Monsieur Marat GALEEV et Madame Ekaterina GALEEVA pour un montant de 80 000 € les honoraires de l'Agence l'Adresse Tournon d'Agenais s'élevant à 5000 € étant à la charge du vendeur.

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

Vu l'article L.2241-1 in fine du Code général des collectivités territoriales modifié par l'ordonnance n°2006-460 du 21 avril 2006 art. 3 VII,

Vu la loi du 8 février 1995 modifiée par l'ordonnance n°2006-460 du 21 avril 2006 art. 3 XVI,

Vu l'article L.3221-1 du Code général de la propriété des personnes publiques,

Vu les dispositions du titre VI du Code civil relatif à la vente,

Considérant le bien immobilier sis 26 avenue de la Gare à Monsempron-Libos, propriété de la commune de Monsempron-Libos,

Considérant que les communes de plus de 2 000 habitants sont tenues de solliciter l'avis de l'autorité compétente de l'État avant toute cession,

Considérant l'évaluation des services fiscaux du 27 juin 2024 estimant le bien à la valeur vénale de 95 000 € assortie d'une marge de négociation de 15 000 €, soit une valeur minimale de cession de 80 000 €.

Considérant que les dépenses indispensables pour remettre cet immeuble en bon état seraient très élevées, et hors de proportion avec les ressources dont la commune pourrait disposer à cet égard ; que ledit immeuble n'est pas susceptible d'être affecté utilement à un service public communal ; que, dans ces conditions il y a lieu de procéder à son aliénation ; que d'ailleurs la commune a un besoin urgent de ressources pour faire face à des dépenses d'investissement nécessaires,

Considérant les mandats signés avec les agences immobilières du territoire et le niveau de prix du marché immobilier local

Autorise Monsieur le Maire à faire toutes les diligences nécessaires pour aboutir à l'aliénation des parcelles AL 10 et AL 11, au 26 avenue de la Gare à Monsempron-Libos, de gré à gré, pour un montant de 80 000 € les honoraires de l'Agence l'Adresse Tournon d'Agenais s'élevant à 5000 € étant à la charge du vendeur

Précise que les frais notariés inhérents à la vente seront à la charge des acheteurs,

Constate que la délibération est approuvée à l'unanimité

17 – Délibération 2025-037 - Redevance de nettoyage dépôt sauvages

Monsieur le Maire expose que les dépôts sauvages se multiplient sur la commune, portant atteinte à la salubrité publique.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2212-2 relatif aux pouvoirs de police du maire,

Vu le Code de l'environnement, notamment l'article L.541-3 relatif à la responsabilité des producteurs ou détenteurs de déchets,

Vu le Règlement Sanitaire Départemental de Lot-et-Garonne,

Vu les services de points d'apport volontaires et de déchetteries déployés par la Communauté des Communes Fumel Vallée du Lot,

Considérant la nécessité de lutter contre les dépôts sauvages d'ordures ménagères et encombrants sur le territoire communal,

Considérant les frais supportés par les services municipaux pour l'enlèvement et le traitement de ces déchets,

Monsieur le Maire propose d'instituer une redevance forfaitaire pour couvrir les frais d'enlèvement et de traitement des dépôts sauvages selon le barème suivant :

Type de déchets	Quantité			Réitération (en supplément)
	Inférieur à 1 m3	De 1 m3 à 5 m3	Supérieur à 5 m3	
Ordures ménagères	250.00 €	500.00 €	800.00 €	800.00 €
Recyclables – emballages, papiers, verre, carton	250.00 €	500.00 €	800.00 €	800.00 €
Textiles	250.00 €	500.00 €	800.00 €	800.00 €
Végétaux	250.00 €	500.00 €	1 050.00 €	1 050.00 €
Encombrant, meuble, palette	250.00 €	500.00 €	1 050.00 €	1 050.00 €
Pneu	750.00 €	1 000.00 €	1 500.00 €	1 500.00 €
Déchets électriques	1 000.00 €	1 000.00 €	2 000.00 €	2 000.00 €
Déchets de chantier	1 000.00 €	1 500.00 €	2 000.00 €	2 000.00 €
Epave, pièce détachée	1 500.00 €	3 000.00 €	5 000.00 €	5 000.00 €
Produit chimique ou dangereux (type amiante)	2500.00 €	4 500.00 €	7 000.00 €	7 000.00 €

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

Décide :

Article 1 : Il est institué une redevance forfaitaire pour couvrir les frais d'enlèvement et de traitement des dépôts sauvages.

Article 2 : Le montant de cette redevance est fixé selon le barème proposé par Monsieur le Maire.

Article 3 : La redevance est recouvrée par émission d'un titre de recettes à l'encontre du contrevenant identifié.

Article 4 : Les pièces justificatives annexées au titre de recettes comprennent :
- **o** procès-verbal de constat établi par un agent assermenté ou la police municipale,
- o photographies du dépôt,
- o extraits de vidéosurveillance le cas échéant,
- o relevé de plaque d'immatriculation ou identification du véhicule,
- o documents ou objets trouvés dans les déchets permettant l'identification,
- o évaluation des frais d'enlèvement selon le barème communal.

Constate que la délibération est approuvée à l'unanimité

18 – Délibération 2025-038 - Tarification redevances funéraires

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal la délibération 2015-064 fixant les tarifs funéraires selon le détail suivant :

type	surface/durée	tarifs
Concession à perpétuité	les 2 premiers m²	56 €/m²
	> 2 m²	110 €/ m²
Dépositoire	les 6 premiers mois	8.50 €/mois
	le mois supplémentaire	24 €/mois
Columbarium durée 15 ans	case de 2 urnes	260 €

Il expose qu'un groupe de travail constitué d'élus et d'agents de la mairie s'est réuni pour réfléchir à divers aspects du fonctionnement des cimetières communaux et notamment la tarification des concessions.

Le groupe de travail propose les adaptations tarifaires suivantes :

	durée	**prix**
Concessions en pleine terre 3 ou 5 m ²	50 ans	130 € le m²
Case de columbarium	15 ans	400 €
	30 ans	700 €
Caveau provisoire	1 à 3 mois	25 €
	4 à 6 mois	50 €

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

Dit que la délibération 2015-064 est rapportée

Décide d'appliquer les tarifs funéraires exposés par Monsieur le Maire à compter du 1er janvier 2026.

Constate que la délibération est approuvée à l'unanimité

19 – Délibération 2025-039 - Adhésion à l'association club TGV Gare d'Agen Porte de Gascogne

Monsieur le Maire expose que le Club TGV Gare d'Agen Porte de la Gascogne est une association loi 1901 qui a pour mission de favoriser le désenclavement ferroviaire des territoires concernés par l'aménagement de la LGV Bordeaux-Toulouse, l'accessibilité à la nouvelle gare TGV de Brax (47) et la coopération interterritoriale dans les domaines essentiels de l'économie, l'accueil de nouvelles populations et du développement de nouveaux services dans le but de capitaliser sur l'arrivée du TGV et d'en optimiser durablement les retombées.

Compte-tenu des enjeux pour la desserte ferroviaire de notre commune, il est proposé au Conseil Municipal d'adhérer à l'association club TGV Gare d'Agen Porte de Gascogne à compter de 2026.

La cotisation pour l'année 2025 s'élevait à 288 € pour les communes de 2 000 à 10 000 habitants.

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

Décide d'adhérer au Club TGV Gare d'Agen Porte de la Gascogne à compter du 1er janvier 2026.

Constate que la délibération est approuvée à l'unanimité

20 – Délibération 2025-040 - Subvention accompagnement emplois sportifs

Monsieur le Maire rappelle que le Conseil Municipal attribue chaque année une participation au financement des postes d'éducateur sportif employés par 2 associations :

- 1000 € pour le poste d'éducateur sportif du Boxing-club Fumel-Libos
- 1000 € pour le poste d'éducateur sportif du Basket-club Fumel-Libos

Ces aides communales permettent à ces clubs sportifs de bénéficier d'un cofinancement avec la Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP) et le Conseil Départemental de Lot-et-Garonne.

Il propose au Conseil Municipal de reconduire ces subventions pour l'année 2026.

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

Décide la participation au financement 2026 des postes d'éducateur sportif employés par 2 associations :

- 1000 € pour le poste d'éducateur sportif du Boxing-club Fumel-Libos
- 1000 € pour le poste d'éducateur sportif du Basket-club Fumel-Libos

Constate que la délibération est approuvée à l'unanimité

21 – Délibération 2025-041 - Renouvellement de la convention retraite CNRACL

Monsieur le Maire expose que la commune de Monsempron-Libos adhère depuis plusieurs années à la convention « Retraite » proposée par le Centre de Gestion de Lot-et-Garonne (C.D.G. 47).

La convention « Retraite » pour la période 2020-2025 arrivant à échéance le 31 décembre 2025 il nous est proposé de signer une nouvelle convention pour la période 2026-2028.

Cette nouvelle convention prendra effet au 1er janvier 2026 pour 3 ans, renouvelable tacitement une fois pour la même durée et consistera en :

- L'information et la formation au titre des trois fonds : CNRACL, IRCANTEC et RAPFP ;
- L'information de vos agents en activité sur leurs droits à la retraite ;
- L'étude relative aux départs à la retraite avec estimation des pensions CNRACL ;
- L'intervention et l'assistance sur les dossiers relatifs à la CNRACL : régularisation, validation de services, rétablissement, liquidation de pension (y compris d'invalidité, de réversion, pour carrières longues ou encore retraite progressive)

Pour la bonne exécution de ces missions, le C.D.G.47 demande à la collectivité une contribution financière globale et forfaitaire dont le montant est fonction du nombre d'agents de droit public. Pour notre collectivité participation annuelle s'élève à huit cent cinquante euros.

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

Décide d'adhérer à la convention « Retraite CNRACL » 2026-2028, mise en œuvre par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Lot-et-Garonne.

Précise que les crédits nécessaires au paiement de la participation annuelle forfaitaire seront ouverts au budget.

Autorise le Maire à signer la convention « Retraite 2026-2028 » et tous actes s'y rapportant.

Constate que la délibération est approuvée à l'unanimité

22 – Délibération 2025-042 – décision modificative n°1

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal les mouvements de crédits budgétaires suivants :

INVESTISSEMENT

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.) - Opération	Montant	Article (Chap.) - Opération	Montant
212 (21) - 105 : Agencements et aménagement	6 500,00	1328 (041) : Autres	95 000,00
2132 (041) : Bâtiments privés	95 000,00		
2151 (21) - 10 : Réseaux de voirie	-6 500,00		
2152 (21) - 107 : Installations de voirie	-900,00		
2183 (21) - 22 : Matériel informatique	900,00		
	95 000,00		**95 000,00**

Total Dépenses	**95 000,00**	**Total Recettes**	**95 000,00**

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

Approuve la décision modificative n°1 proposée par Monsieur le Maire

Constate que la délibération est approuvée à l'unanimité

23 – Délibération 2025-043 – Autorisation d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits du budget de l'exercice précédent

Monsieur le Maire expose que dans l'attente du vote du budget, la commune peut, par délibération de son conseil municipal, décider d'autoriser le Maire à engager, de liquider et de mandater des dépenses d'investissement dans la limite de 25% des investissements budgétés l'année précédente.

Il propose au Conseil Municipal d'autoriser avant le vote du budget 2026 l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses d'investissement dans la limite du quart des dépenses 2025 :

Opérations	*Désignation*	*Articles*	*Désignation*	*Total Budget*	*1/4 Budget*
10	**TRAVAUX VOIRIE**	2151	Réseaux de voirie	675 720,00	168 930.00
		21538	Autres réseaux	83 080.00	20 770.00
		2156	Matériel et outillage incendie	14 872,00	3 718,00
105	**PLANTATIONS**	212	Agencements et aménagements de terrains	8 593.00	2 148.25
106	**BATIMENTS COMMUNAUX**	2135	Installations générales, agencements, aménagements	82 899,00	20 724.75
107	**ACQUISITION MATERIEL**	2152	Installations de voirie	22 071,00	5 517.75
		2157	Matériel et outillage technique	1 710.00	427.50
		2182	Matériel de transport	32 650.00	8 162.50
		2184	Matériel de bureau et mobilier	3 500,00	875.00
		2188	Autres immobilisations corporelles	8 000.00	2 000.00
12	**ACQUISITION TERRAINS**	2111	Terrains nus	2 000.00	500.00
		2138	Autres constructions	4 595.00	1 148.75
13	**RESTAURATION PRIEURE**	2135	Aménagements	150 000,00	37 500.00
15	**GROUPE SCOLAIRE**	2135	Aménagements	91 680.00	22 920.00
22	**ACQ.MATERIEL INFORMATIQUE**	2183	Matériel de bureau et matériel informatique	4 438,00	1 109.50
27	**ECOLE MATER**	2135	Installations générales, agencements, aménagements	680 001.00	170 000.25

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

Autorise avant le vote du budget 2026 l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses d'investissement dans la limite du quart des dépenses 2025 présentées par le Maire

Constate que la délibération est approuvée à l'unanimité

24 –Compte-rendu des décisions prises en vertu de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En application de l'article L.2122.23 du Code Général des collectivités Territoriales, il est rendu compte des décisions prises par le Maire en vertu des délégations qui lui ont été accordées par le Conseil Municipal le 9 juin 2020 :

Décision 2025-099 du 23 septembre 2025 : conclusion avenant n°1 au lot 1 du marché de travaux de rénovation énergétique école Jasmin avec la société MIROVIL pour la somme de + 4 070.55 € HT, + 4 884.66 € TTC - remplacement de portes

Décision 2025-103 du 23 septembre 2025 : conclusion avenant n°1 au lot 2 du marché de travaux de rénovation énergétique école Jasmin avec la société CGA pour la somme de – 8 806.41€ HT - 10 567.69 € TTC - modification d'isolation de pièces

Décision 2025-104 du 23 septembre 2025 : conclusion avenant n°1 au lot 7 du marché de travaux de rénovation énergétique école Jasmin avec la société PLASTIC DECORS pour la somme de +5 111.86 € HT + 6 134.23 € TTC - remplacement de sol et habillage mural d'une classe

Décision 2025-116 du 20 octobre 2025 : conclusion avenant n°1 au lot 8 du marché de travaux de rénovation énergétique école Jasmin avec la société Ets VANNIER pour la somme de 983.85 € HT – 1 180.62 TTC - travaux de peinture supplémentaires dans la salle des professeurs et la salle de psychomotricité.

Décision 2025-117 du 28 octobre 2025 : Attribution mission complète de maîtrise d'œuvre au groupement SARL AC2I – Gwenaël TANGUY pour les travaux d'aménagement de l'îlot du Pont Neuf à un montant d'honoraires de 37 765.50 HT – 45 315.00 € TTC.

25 – Question diverses - Délibération 2025-044 – subvention exceptionnelle comité des fêtes

Monsieur le Maire expose que l'élection Miss Lot-et-Garonne 2026 sera organisée à la Pergola par le comité des Fêtes de Monsempron-Libos le 25 janvier 2026.

Cette association sollicite le versement d'une subvention exceptionnelle de 2000 € en janvier 2026 pour financer cette manifestation.

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de se prononcer sur cette demande.

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

Décide d'attribuer pour l'année 2026 les subventions de fonctionnement proposées par Monsieur le Maire

Dit que cette subvention sera versée en janvier 2026 et que les crédits nécessaires à cette dépense seront prélevés à l'article 65748 du budget 2026.

Constate que la délibération est approuvée à l'unanimité

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est close à 20h30.

ANNEXES

- Tableau de recensement de la voirie communale
- Convention retraite CNRACL

AR Prefecture

047-214701799-20251218-2025_031-DE
Reçu le 29/12/2025

#INCONNU!	TABLEAU DE L'ENSEMBLE DES VOIES	COMMUNE	DEPARTEMENT
		MONSEMPRON LIBOS	47 - LOT ET GARONNE

Code RIVOLI	N° d'ordre	Appellation	Provenance appellation	Voie d'origine	Extrémité	Sections Cadastrales	Parcelles Cadastrales	Commentaires	Longueur Totale (en ml)	Surface (en m²)	Largeur moyenne IGN BD-TOPO (en m)	Date de classement	Revêtement	Type d'accès	Importance	Libellé Importance	Compétence	Classement	Type	Retour Commune
0110N	1	AVENUE DE LA GARE	BAL/BAN	AVENUE DU MAS	RUE DU MARCHE	AK,AL	Hors Parcelle	D276	328		6	01/01/87	Revêtue	Libre	4	Liaison intra-communale	Départementale	Départementale	AVENUE	
0110N	2	AVENUE DE LA GARE	BAL/BAN	RUE DE L'HOTEL CENTRAL	RUE DU MARCHE	AL	Hors Parcelle		114		3	01/01/87	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Communale	Voie Communale	AVENUE	
0150G	3	AVENUE DE LA LIBERATION	BAL/BAN	AVENUE DU MAS	RUE DES JARDINS	AI,AN	Hors Parcelle	D276	630		6	01/01/87	Revêtue	Libre	4	Liaison intra-communale	Départementale	Départementale	AVENUE	
	97	AVENUE DE LA LIBERATION (PRIVEE)	BAL/BAN	AVENUE DE LA LIBERATION	IMPASSE	AN	AN0019,AN0076,AN0075,AN0074,AN0	Traverse des Parcelles Privées	119		3	07/09/07	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Privée	Chemin d'exploitation	AVENUE	
0255W	7	AVENUE DE SALLES	BAL/BAN	ROUTE DE BRIDE	PLACE DE LA MAIRIE	AI,AO,AP	Hors Parcelle	D276	386		5	01/01/87	Revêtue	Libre	4	Liaison intra-communale	Départementale	Départementale	AVENUE	
0255W	10	AVENUE DE SALLES	BAL/BAN	AVENUE DE SALLES	IMPASSE	AI,AP	Hors Parcelle		128		3	01/01/87	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Communale	Voie Communale	AVENUE	
0255W	94	AVENUE DE SALLES	BAL/BAN	AVENUE DE SALLES	IMPASSE	AI	Hors Parcelle		81		3	01/01/87	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Communale	Voie Communale	AVENUE	
	9	AVENUE DE SALLES (PRIVEE)	BAL/BAN	AVENUE DE SALLES	AVENUE DE SALLES	AI,AP	AP0241,AP0242,AP0097,AP0243	Traverse des Parcelles Privées	255		3	07/09/07	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Privée	Chemin d'exploitation	AVENUE	
0270M	8	AVENUE DE VILLENEUVE	BAL/BAN	PLACE CENTRALE	LIMITE COMMUNALE	AL,AM	Hors Parcelle	D911F	569		6,5	01/01/87	Revêtue	Libre	3	Liaison intra-départemen	Départementale	Départementale	AVENUE	
0185V	6	AVENUE DU MAS	BAL/BAN	AVENUE DE LA LIBERATION	AVENUE DE LA GARE	AK,AN	Hors Parcelle	D276	240		6	01/01/87	Revêtue	Libre	4	Liaison intra-communale	Départementale	Départementale	AVENUE	
	16	CHEMIN DE BAVAUDUN A MONSEMPRON	CADASTRE	ROUTE DE LA JASSE	IMPASSE BOUTIE	AD	Hors Parcelle		392		4	07/09/07	Non revêtue	Libre	5	Desserte locale	Communale	Chemin Rural	CHEMIN	
	70	CHEMIN DE BOUTIE A MOUQUET	CADASTRE	CHEMIN DE LA JASSE	IMPASSE BOUTIE	AD	Hors Parcelle + AD0073,AD0341,AD007	Traverse des Parcelles Privées	562		4	28/08/13	Empierrée	Libre	5	Desserte locale	Communale	Chemin Rural	CHEMIN	
	93	CHEMIN DE BOUY	CADASTRE	ROUTE DE BOUY	VOIE COMMUNALE N°104	AH	Hors Parcelle + AH0041,AH0231,AH022	Traverse des Parcelles Communale	1061		4	07/09/07	Non revêtue	Libre	5	Desserte locale	Communale	Chemin Rural	CHEMIN	
	105	CHEMIN DE BOUY	GEOGRAPHIQUE	ROUTE DE TESQUET	IMPASSE	AC,AD	Hors Parcelle + AC0172	Traverse des Parcelles Privées	221		4	07/09/07	Non revêtue	Libre	5	Desserte locale	Communale	Chemin Rural	CHEMIN	
	75	CHEMIN DE FEY A VAURIS	CADASTRE	CHEMIN DE VAURIS A MONSEMPRON	LIMITE COMMUNALE	AS	Hors Parcelle		503		4	07/09/07	Non revêtue	Libre	5	Desserte locale	Communale	Chemin Rural	CHEMIN	
	71	CHEMIN DE HUGOU	CADASTRE	IMPASSE HUGOU	LIMITE COMMUNALE	AO	Hors Parcelle		338		4	10/07/13	Non revêtue	Impossible aux VL	6	Desserte locale	Communale	Chemin Rural	CHEMIN	
	73	CHEMIN DE JOUANSI	GEOGRAPHIQUE	ROUTE DE LA JASSE	IMPASSE	AB,AS	Hors Parcelle + AS0139,AS0124,AS014	Traverse des Parcelles Privées	611		4	07/09/07	Empierrée	Libre	5	Desserte locale	Communale	Voie Communale	CHEMIN	
	88	CHEMIN DE LA FEY A JASSE	CADASTRE	ROUTE DE LA JASSE	ROUTE DE FEY	AR,AS	Hors Parcelle + AS0065	Traverse des Parcelles Privées	352		4	07/09/07	Non revêtue	Libre	5	Desserte locale	Communale	Chemin Rural	CHEMIN	
	125	CHEMIN DE LA GARENNE DE LA FOUN A JOUAN	GEOGRAPHIQUE	CHEMIN DE JOUANSI	CHEMIN DE VAURIS A MONSEMPRON	AS	Hors Parcelle + AS0152,AS0168,AS012	Traverse des Parcelles Privées	913		4	07/09/07	Non revêtue	Libre	5	Desserte locale	Communale	Chemin Rural	CHEMIN	
	72	CHEMIN DE LA JASSE	GEOGRAPHIQUE	ROUTE DE LA JASSE	CHEMIN DE LA JASSE A BOUY	AD	Hors Parcelle + AD0075,AD0312,AD03	Traverse des Parcelles Privées	616		4	07/09/07	Non revêtue	Libre	5	Desserte locale	Communale	Chemin Rural	CHEMIN	
	112	CHEMIN DE LA JASSE A BOUY	CADASTRE	ROUTE DES TOURNESOLS	CHEMIN DE LA JASSE	AD,AE	Hors Parcelle		882		4	14/05/13	Empierrée	Libre	5	Desserte locale	Communale	Chemin Rural	CHEMIN	
	106	CHEMIN DE LA JASSE A VAURIS	CADASTRE	ROUTE DE LA JASSE	IMPASSE	AD,AS	Hors Parcelle		207		4	07/09/07	Non revêtue	Libre	5	Desserte locale	Communale	Chemin Rural	CHEMIN	
	49	CHEMIN DE LA MEME	GEOGRAPHIQUE	ROUTE DE TESQUET	IMPASSE DE LA MEME	AC,AD	AC0122,AC0130,AC0373,AC0376,AC03	Traverse des Parcelles Privées	219		4	07/09/07	Empierrée	Libre	5	Desserte locale	Privée	Chemin d'exploitation	CHEMIN	
0250R	62	CHEMIN DE RONDE	BAL/BAN	RUE DE LA FONJANESQUE	RUE DES REMPARTS	AI	Hors Parcelle		313		3	01/01/87	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	CHEMIN	
	18	CHEMIN DE STALS	CADASTRE	ROUTE DE BRIDE	RUE DE STALS	AO	Hors Parcelle		520		4	10/07/13	Non revêtue	Libre	5	Desserte locale	Communale	Chemin Rural	CHEMIN	
	74	CHEMIN DE VAURIS A MONSEMPRON	CADASTRE	ROUTE DE FEY	IMPASSE	AR,AS	Hors Parcelle		664		4	07/09/07	Non revêtue	Libre	5	Desserte locale	Communale	Chemin Rural	CHEMIN	
0222K	11	CHEMIN DES POUTOUS	BAL/BAN	AVENUE DE SALLES	RUE BEAUSOLEIL	AI,AO,AP	Hors Parcelle		389		4	01/01/87	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Communale	Voie Communale	CHEMIN	
0223L	127	CHEMIN DES PROMENEURS	BAL/BAN	RUE BEAUSOLEIL	RUE DE L'EGALITE	AN	Hors Parcelle		275		4	25/01/21	Empierrée	Libre	5	Desserte locale	Communale	Voie Communale	CHEMIN	
0271N	90	CHEMIN DU VIEUX CUSSAC	BAL/BAN	RUE DU FORAIN	CHEMIN DU VIEUX CUSSAC	AK	AK0009,AK0151,AK0153,AK0129,AK01	Traverse des Parcelles Privées	424		4	25/01/21	Empierrée	Libre	5	Desserte locale	Privée	Chemin d'exploitation	CHEMIN	
0271N	98	CHEMIN DU VIEUX CUSSAC	BAL/BAN	CITE DE CUSSAC	CHEMIN DU VIEUX CUSSAC	AK	Hors Parcelle		200		4	25/01/21	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	CHEMIN	
	66	CHEMIN LAFONT	BAL/BAN	CHEMIN DE RONDE	IMPASSE LAFONT	AI	Hors Parcelle		134		4	07/09/07	Non revêtue	Libre	5	Desserte locale	Communale	Chemin Rural	CHEMIN	
	12	CHEMIN LATERAL A LA VOIE FERREE	CADASTRE	RUE DE L'EGALITE	IMPASSE	AL,AN	Hors Parcelle + AL0586,AN0099	Traverse des Parcelles Privées	371		4	10/07/13	Empierrée	Libre	5	Desserte locale	Communale	Chemin Rural	CHEMIN	
	80	CHEMIN LATERAL A LA VOIE FERREE	CADASTRE	ROUTE DE BOUY	IMPASSE	AC,AH	Hors Parcelle + AC0202,AC0009,AC001	Traverse des Parcelles Privées	1458		4	07/09/07	Non revêtue	Libre	5	Desserte locale	Communale	Chemin Rural	CHEMIN	
0065P	13	CITE DE CUSSAC	BAL/BAN	AVENUE DE LA LIBERATION	IMPASSE	AK,AN	Hors Parcelle		197		4	01/01/87	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Communale	Voie Communale	CITE	
	115	CITE DE JARROU	BAL/BAN	RUE BEAUSOLEIL	IMPASSE	AN,AO	AN0081,AN0090	Traverse des Parcelles Privées	81		4	07/09/07	Empierrée	Libre	5	Desserte locale	Privée	Chemin d'exploitation	LIEU DIT	
0272P	14	COTE DU PRADAL	BAL/BAN	ROUTE DES COLLINES	ROUTE DE BEZOMBES	AE,AP	Hors Parcelle		308		3	25/01/21	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	COTE	
0273R	15	IMPASSE BOUTIE	BAL/BAN	ROUTE DE TESQUET	IMPASSE	AC,AD	Hors Parcelle + AD0018,AD0326	Traverse des Parcelles Privées	522		3	25/01/21	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Communale	Voie Communale	IMPASSE	
	91	IMPASSE DE BEAUSEJOUR	BAL/BAN	RUE JARROU	RUE DE BEAUSEJOUR	AL	Hors Parcelle + AL0481,AL0452	Traverse des Parcelles Privées	231		5	07/09/07	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	IMPASSE	
0135R	41	IMPASSE DE JARROU	BAL/BAN	RUE JARROU	IMPASSE	AL	AL0297	Traverse des Parcelles Privées	64		4	01/01/87	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Privée	Chemin d'exploitation	IMPASSE	
0040M	50	IMPASSE DE LA CASCADE	BAL/BAN	AVENUE DE LA GARE	RUE NATIONAL	AL	Hors Parcelle + AL0508,AL0326,AL0575	Traverse des Parcelles Communale	181		5,5	01/01/87	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	IMPASSE	
0274S	79	IMPASSE DE LA MEME	BAL/BAN	ROUTE DE TESQUET	CHEMIN LATERAL A LA VOIE FERREE	AB,AC	Hors Parcelle		498		3	25/01/21	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	IMPASSE	
0220H	31	IMPASSE DE LA POTERIE	BAL/BAN	RUE DE LA REPUBLIQUE	IMPASSE	AI	Hors Parcelle		84		3	01/01/87	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	IMPASSE	
0275T	83	IMPASSE DE LA PRAIRIE	BAL/BAN	AVENUE DE SALLES	IMPASSE	AI	Hors Parcelle		119		5	25/01/21	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Communale	Voie Communale	IMPASSE	
	117	IMPASSE DE PLAISANCE	BAL/BAN	RUE DE PLAISANCE	IMPASSE	AM	Hors Parcelle		77		4	07/09/07	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	IMPASSE	
0276U	92	IMPASSE DE ROQUEFALCOU	BAL/BAN	ROUTE DE BRIDE	IMPASSE	AO	AO0574,AO0579,AO0575	Traverse des Parcelles Privées	180		4	25/01/21	Empierrée	Libre	5	Desserte locale	Privée	Chemin d'exploitation	IMPASSE	
0277V	129	IMPASSE DE STALS	BAL/BAN	ROUTE DE FEY	IMPASSE	AO	AO0024,AO0170	Traverse des Parcelles Privées	356		3	25/01/21	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Privée	Chemin d'exploitation	IMPASSE	
0120Z	122	IMPASSE DES GAULOIS	BAL/BAN	RUE DE LA REPUBLIQUE	IMPASSE	AI	Hors Parcelle		47		3	01/01/87	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	IMPASSE	
0125E	116	IMPASSE DES HUGUENOTS	BAL/BAN	RUE DE LA REPUBLIQUE	IMPASSE	AI	Hors Parcelle		35		4	01/01/87	Non revêtue	Impossible aux VL	6	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	IMPASSE	
0092U	95	IMPASSE DU FOIRAIL	BAL/BAN	PLACE DE LA MAIRIE	IMPASSE	AI	AI0486	Traverse des Parcelles Communale	92		5	28/09/88	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	IMPASSE	
0156N	118	IMPASSE DU FOURNIL	BAL/BAN	RUE DE LA REPUBLIQUE	IMPASSE	AI	Hors Parcelle		31		3	28/09/88	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Communale	Voie Communale	IMPASSE	
	99	IMPASSE DU TOURAYRE	BAL/BAN	ROUTE DE FEY	IMPASSE	AO,AP	Hors Parcelle		307		3	07/09/07	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Communale	Voie Communale	IMPASSE	
0279X	69	IMPASSE HUGOU	BAL/BAN	ROUTE DE FEY	IMPASSE	AO,AR	Hors Parcelle + AR0133,AR0065,AR008	Traverse des Parcelles Privées	711		3	25/01/21	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	IMPASSE	
0280Y	61	IMPASSE LAFONT	BAL/BAN	ROUTE DE TESQUET	CHEMIN LAFONT	AI	Hors Parcelle		283		3	25/01/21	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Communale	Voie Communale	IMPASSE	
0281Z	126	IMPASSE LAJINJOUADE	BAL/BAN	ROUTE DE TESQUET	IMPASSE	AC	Hors Parcelle		113		4	25/01/21	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	IMPASSE	
	86	IMPASSE TERREFORT	BAL/BAN	RUE DE L'EGALITE	IMPASSE	AL	AL0509	Traverse des Parcelles Communale	95		4	07/09/07	Empierrée	Libre	5	Desserte locale	Communale	Voie Communale	IMPASSE	
	77	LIGNE DE MONSEMPRON LIBOS A CAHORS	GEOGRAPHIQUE	LIGNE DE MONSEMPRON LIBOS A CA	LIMITE COMMUNALE	AK	AK0009,AK0133	Traverse des Parcelles Privées	106		4	29/05/24	Empierrée	Restreint aux ayants droi	5	Desserte locale	Privée	Chemin d'exploitation	LIEU DIT	
	78	PARC	GEOGRAPHIQUE	RUE DE FOULON	CHEMIN DU VIEUX CUSSAC	AK,AL	Hors Parcelle + AK0119,AK0028,AK002	Traverse des Parcelles Communale	957		4	07/09/07	Empierrée	Libre	5	Desserte locale	Communale	Chemin Rural	LIEU DIT	
	113	PASSAGE DE LA REPUBLIQUE	GEOGRAPHIQUE	RUE DE LA REPUBLIQUE	CHEMIN DE RONDE	AI	Hors Parcelle + AI0667	Traverse des Parcelles Privées	34		4	26/03/13	Non revêtue	Impossible aux VL	6	Desserte locale	Communale	Voie Communale	PASSAGE	
0045T	59	PLACE CENTRALE	BAL/BAN	RUE JARROU	PLACE CENTRALE	AL	Hors Parcelle	D276	46		6	01/01/87	Revêtue	Libre	4	Liaison intra-communale	Départementale	Départementale	PLACE	
0045T	60	PLACE CENTRALE	BAL/BAN	PLACE CENTRALE	PLACE CENTRALE	AL,AM	Hors Parcelle	D911F	89		3,5	01/01/87	Revêtue	Libre	3	Liaison intra-départemen	Départementale	Départementale	PLACE	
0045T	107	PLACE CENTRALE	BAL/BAN	PLACE CENTRALE	PLACE CENTRALE	AL	Hors Parcelle		89	2000	3	01/01/87	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	PLACE	
0045T	121	PLACE CENTRALE	BAL/BAN	AVENUE DE LA GARE	RUE NATIONAL	AL	Hors Parcelle		58		3	01/01/87	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	PLACE	
0115U	29	PLACE DE LA GARE	BAL/BAN	PLACE DE LA GARE	AVENUE DU MAS	AK,AL,AN	Hors Parcelle		111	500	3	01/01/87	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Communale	Voie Communale	PLACE	
0145B	58	PLACE DE LA LEMANCE	BAL/BAN	RUE NATIONAL	PLACE DE LA LEMANCE	AM	Hors Parcelle	D911F	51		5,5	01/01/87	Revêtue	Libre	2	Liaison inter-départemer	Départementale	Départementale	PLACE	
0145B	131	PLACE DE LA LEMANCE	BAL/BAN	PLACE DE LA LEMANCE	PLACE DE LA LEMANCE	AM	Hors Parcelle		33	110	3	01/01/87	Revêtue	Libre	2	Liaison inter-départemer	Intercommunale	Voie Communale	PLACE	
0170D	33	PLACE DE LA MAIRIE	BAL/BAN	AVENUE DE SALLES	RUE DES JARDINS	AI	Hors Parcelle	D276	195		6	01/01/87	Revêtue	Libre	4	Liaison intra-communale	Départementale	Départementale	PLACE	
0170D	108	PLACE DE LA MAIRIE	BAL/BAN	RUE BELLEVUE	PLACE DE LA MAIRIE	AI	Hors Parcelle		379	6000	5	01/01/87	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	PLACE	
0200L	36	PLACE DE LA PERGOLA	GEOGRAPHIQUE	RUE DE FOULON	RUE DE FOULON	AK	Hors Parcelle		175	2760	3	01/01/87	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	PLACE	
0225N	65	PLACE DU 14 JUILLET	BAL/BAN	RUE DE LA REPUBLIQUE	RUE DES REMPARTS	AI	Hors Parcelle		21	150	4	01/01/87	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	PLACE	
0160T	25	PLACE DU LOT	BAL/BAN	RUE DU LOT	RUE DU PONT	AM	Hors Parcelle		69	700	3	01/01/87	Revêtue	Libre	2	Liaison inter-départemer	Intercommunale	Voie Communale	PLACE	
0175J	22	PLACE DU MARCHE	BAL/BAN	PLACE DU MARCHE	RUE DU MARCHE	AL	Hors Parcelle		116	1560	4,5	01/01/87	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	PLACE	
0242G	44	RESIDENCE DE CUSSAC	BAL/BAN	AVENUE DE LA LIBERATION	RUE DU FORAIN	AI,AK,AN	Hors Parcelle		950		5	28/09/88	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	RESIDENCE	
	124	RESIDENCE DU RECH	BAL/BAN	AVENUE DE VILLENEUVE	IMPASSE	AL,AM	AM0356	Traverse des Parcelles Privées	82		4	21/06/17	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Privée	Chemin d'exploitation	RESIDENCE	
0282A	4	ROUTE DE BEZOMBES	BAL/BAN	ROUTE DES TOURNESOLS	ROUTE DE TESQUET	AE,AH	Hors Parcelle		1166		4	25/01/21	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	ROUTE	
	52	ROUTE DE BEZOMBES (PRIVEE)	BAL/BAN	ROUTE DE BEZOMBES	IMPASSE	AE	AE0036	Traverse des Parcelles Privées	185		4	07/09/07	Empierrée	Libre	5	Desserte locale	Privée	Chemin d'exploitation	ROUTE	
0283B	81	ROUTE DE BOUY	BAL/BAN	ROUTE DE TESQUET	LIMITE COMMUNALE	AC,AE,AH	Hors Parcelle		735		4	25/01/21	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	ROUTE	
0284C	38	ROUTE DE BRIDE	BAL/BAN	ROUTE DE FEY	LIMITE COMMUNALE	AO	Hors Parcelle		983		4	25/01/21	Revêtue	Libre	4	Liaison intra-communale	Intercommunale	Voie Communale	ROUTE	
0285D	17	ROUTE DE FEY	BAL/BAN	ROUTE DE BRIDE	LIMITE COMMUNALE	AO,AP,AR,AS	Hors Parcelle	D276	2732		5	25/01/21	Revêtue	Libre	4	Liaison intra-communale	Départementale	Départementale	ROUTE	
0286E	20	ROUTE DE LA JASSE	BAL/BAN	ROUTE DE TESQUET	ROUTE DES TOURNESOLS	AB,AD,AE,AS	Hors Parcelle		2564		4	25/01/21	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Communale	Voie Communale	ROUTE	
	110	ROUTE DE LA JASSE (PRIVEE)	BAL/BAN	ROUTE DE LA JASSE	IMPASSE	AD	AD0292,AD0291	Traverse des Parcelles Privées	84		4	07/09/07	Empierrée	Libre	5	Desserte locale	Privée	Chemin d'exploitation	ROUTE	
0287F	82	ROUTE DE TESQUET	BAL/BAN	RUE DU FORAIN	LIMITE COMMUNALE	AB,AC,AD,AE,AH,A	Hors Parcelle		3421		4	25/01/21	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	ROUTE	
0287F	128	ROUTE DE TESQUET (PRIVEE)	BAL/BAN	ROUTE DE TESQUET	IMPASSE	AE	AE0158,AE0157	Traverse des Parcelles Privées	110		3	25/01/21	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Privée	Chemin d'exploitation	ROUTE	
0288G	5	ROUTE DES COLLINES	BAL/BAN	ROUTE DE TESQUET	ROUTE DES TOURNESOLS	AE,AH,AI,AP,AS	Hors Parcelle		2198		4	25/01/21	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	ROUTE	
0289H	37	ROUTE DES TOURNESOLS	BAL/BAN	ROUTE DE FEY	ROUTE DE TESQUET	AD,AE,AP,AR,AS	Hors Parcelle		1549		4	25/01/21	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	ROUTE	
	111	RUE BEAUSEJOUR (PRIVEE)	BAL/BAN	RUE DE BEAUSEJOUR	IMPASSE	AL	AL0556,AL0557	Traverse des Parcelles Privées	104		4	07/09/07	Empierrée	Libre	5	Desserte locale	Privée	Chemin d'exploitation	RUE	
0025W	46	RUE BEAUSOLEIL	BAL/BAN	RUE BEAUSOLEIL	IMPASSE	AO	Hors Parcelle + AO0227,AO0561,AO05	Traverse des Parcelles Privées	160		3	01/01/87	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Communale	Voie Communale	RUE	
0025W	57	RUE BEAUSOLEIL	BAL/BAN	AVENUE DE LA LIBERATION	LIMITE COMMUNALE	AI,AN,AO	Hors Parcelle		952		5	01/01/87	Revêtue	Libre	4	Liaison intra-communale	Intercommunale	Voie Communale	RUE	
	87	RUE BEAUSOLEIL (PRIVEE)	BAL/BAN	RUE BEAUSOLEIL	IMPASSE	AO	AO0251,AO0224,AO0233	Traverse des Parcelles Privées	103		4	07/09/07	Empierrée	Libre	5	Desserte locale	Privée	Chemin d'exploitation	RUE	
	109	RUE BEAUSOLEIL (PRIVEE)	BAL/BAN	RUE BEAUSOLEIL	IMPASSE	AI	AI0660	Traverse des Parcelles Privées	96		3	16/07/10	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Privée	Chemin d'exploitation	RUE	
0290J	67	RUE BELLEVUE	BAL/BAN	PLACE DE LA MAIRIE	PLACE DE LA MAIRIE	AI	Hors Parcelle + AI0388,AI0025,AI0027	Traverse des Parcelles Communale	349		5	23/09/21	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Communale	Voie Communale	RUE	
0291K	35	RUE CAMP MEGES	BAL/BAN	RUE BEAUSOLEIL	RUE DE L'EGALITE	AN	Hors Parcelle		157		4	23/09/21	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	RUE	
	34	RUE DE BEAUSEJOUR	BAL/BAN	AVENUE DE LA GARE	RUE JARROU	AK,AL	Hors Parcelle		517		5	07/09/07	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	RUE	
	101	RUE DE BEAUSEJOUR (PRIVEE)	BAL/BAN	RUE DE BEAUSEJOUR	IMPASSE	AL	AL0270	Traverse des Parcelles Privées	34		4	07/09/07	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Privée	Chemin d'exploitation	RUE	
	102	RUE DE BEAUSEJOUR (PRIVEE)	BAL/BAN	RUE DE BEAUSEJOUR	IMPASSE	AL	AL0358,AL0454	Traverse des Parcelles Privées	67		4	07/09/07	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Privée	Chemin d'exploitation	RUE	
0060J	56	RUE DE CROUZIES	BAL/BAN	ROUTE DE BRIDE	RUE BEAUSOLEIL	AN,AO	Hors Parcelle + AO0378,AO0342,AO03	Traverse des Parcelles Privées	681		4	01/01/87	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Communale	Voie Communale	RUE	
	100	RUE DE CROUZIES (PRIVEE)	BAL/BAN	RUE DE CROUZIES	IMPASSE	AO	AO0611,AO0606,AO0610,AO0607	Traverse des Parcelles Privées	98		3,5	07/09/07	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Privée	Chemin d'exploitation	RUE	
	54	RUE DE FOULON	BAL/BAN	AVENUE DE LA GARE	AVENUE DU MAS	AK,AL,AN	Hors Parcelle		388		4	07/09/07	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	RUE	
0050Y	68	RUE DE LA CITE	BAL/BAN	AVENUE DE VILLENEUVE	RUE DU LOT	AM	Hors Parcelle		212		5	01/01/87	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	RUE	
	51	RUE DE LA FONJANESQUE	BAL/BAN	ROUTE DES COLLINES	RUE DE LA REPUBLIQUE	AI,AP	Hors Parcelle		641		4	07/09/07	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	RUE	
0105H	28	RUE DE LA FRATERNITE	BAL/BAN	RUE DES ECOLES	RUE NATIONAL	AM	Hors Parcelle		202		5	01/01/87	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	RUE	
0155M	27	RUE DE LA LIBERTE	BAL/BAN	PLACE CENTRALE	RUE DU LOT	AL,AM	Hors Parcelle		206		3	01/01/87	Revêtue	Libre	3	Liaison intra-départemen	Intercommunale	Voie Communale	RUE	
0240E	30	RUE DE LA REPUBLIQUE	BAL/BAN	VOIE ROMAINE	RUE DE LA FONJANESQUE	AI	Hors Parcelle		212		4	01/01/87	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	RUE	
0265G	45	RUE DE LA TOUR	BAL/BAN	AVENUE DE LA LIBERATION	RUE DE LA REPUBLIQUE	AI	Hors Parcelle		61		3	01/01/87	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	RUE	
	47	RUE DE L'ANGLE DROIT	BAL/BAN	RUE DE LA REPUBLIQUE	RUE DE LA TOUR	AI	Hors Parcelle		43		3	07/09/07	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	RUE	
	53	RUE DE L'EGALITE	BAL/BAN	RUE BEAUSOLEIL	LIMITE COMMUNALE	AL,AN	Hors Parcelle		611		4,5	07/09/07	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Communale	Voie Communale	RUE	
	103	RUE DE L'HOTEL CENTRAL	BAL/BAN	AVENUE DE LA GARE	RUE JARROU	AL	Hors Parcelle		35		5	07/09/07	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	RUE	
0210X	63	RUE DE PLAISANCE	BAL/BAN	AVENUE DE VILLENEUVE	RUE DU LOT	AM	Hors Parcelle		224		5	01/01/87	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	RUE	
	64	RUE DE STALS	BAL/BAN	RUE DE CROUZIES	CHEMIN DE STALS	AO	Hors Parcelle		170		4	07/09/07	Empierrée	Libre	5	Desserte locale	Communale	Voie Communale	RUE	
0251S	119	RUE DES ACACIAS	BAL/BAN	RUE DE CROUZIES	RUE DE CROUZIES	AO	Hors Parcelle		210		3	28/09/88	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Communale	Voie Communale	RUE	
	96	RUE DES CANNELLES	BAL/BAN	RUE DE LA REPUBLIQUE	CHEMIN DE RONDE	AI	Hors Parcelle		32		3	07/09/07	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	RUE	
0070V	40	RUE DES ECOLES	BAL/BAN	RUE DE LA CITE	RUE DU LOT	AM	Hors Parcelle		266		5	01/01/87	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	RUE	
0130K	120	RUE DES JARDINS	BAL/BAN	AVENUE DE LA LIBERATION	PLACE DE LA MAIRIE	AI	Hors Parcelle		78		5	01/01/87	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	RUE	
0235Z	42	RUE DES REMPARTS	BAL/BAN	PLACE DU 14 JUILLET	ROUTE DE TESQUET	AI	Hors Parcelle		235		4	01/01/87	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Communale	Voie Communale	RUE	
0260B	85	RUE DES TILLEULS	BAL/BAN	AVENUE DE VILLENEUVE	RUE JARROU	AL	Hors Parcelle		179		4	01/01/87	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	RUE	
0292L	43	RUE DU FORAIN	BAL/BAN	AVENUE DE LA LIBERATION	LIMITE COMMUNALE	AI,AK	Hors Parcelle		645		4	23/09/21	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	RUE	
	123	RUE DU FOULON (PRIVEE)	BAL/BAN	RUE DE FOULON	IMPASSE	AK	AK0146,AK0031	Traverse des Parcelles Privées	47		4	07/09/07	Empierrée	Libre	5	Desserte locale	Privée	Chemin d'exploitation	RUE	
0165Y	24	RUE DU LOT	BAL/BAN	PLACE DU LOT	LIMITE COMMUNALE	AM	Hors Parcelle		458		4	01/01/87	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	RUE	
0180P	48	RUE DU MARCHE	BAL/BAN	AVENUE DE LA GARE	RUE JARROU	AL	Hors Parcelle	D276	103		6	01/01/87	Revêtue	Libre	4	Liaison intra-communale	Départementale	Départementale	RUE	
0195F	84	RUE DU NORD	BAL/BAN	RUE DE LA REPUBLIQUE	CHEMIN DE RONDE	AI	Hors Parcelle		36		4	01/01/87	Non revêtue	Impossible aux VL	6	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	RUE	
0215C	26	RUE DU PONT	BAL/BAN	RUE NATIONAL	LIMITE COMMUNALE	AM	Hors Parcelle	D102	176		5,5	01/01/87	Revêtue	Libre	2	Liaison inter-départemer	Départementale	Départementale	RUE	
	114	RUE DU PONT NEUF	BAL/BAN	ROUTE DE BOUY	IMPASSE	AH	AH0113,AH0115	Traverse des Parcelles Privées	278		4	07/09/07	Empierrée	Libre	5	Desserte locale	Privée	Chemin d'exploitation	RUE	
0230U	39	RUE DU RECH	BAL/BAN	RUE DE STALS	RUE BEAUSOLEIL	AO	Hors Parcelle		392		3	01/01/87	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	RUE	
	21	RUE JARROU	BAL/BAN	RUE DE L'EGALITE	RUE DU MARCHE	AL	Hors Parcelle		371		4,5	07/09/07	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	RUE	
	32	RUE L'ETOILE DU NORD	BAL/BAN	CHEMIN DE RONDE	PLACE DU 14 JUILLET	AI	Hors Parcelle		75		3	07/09/07	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	RUE	
	23	RUE NATIONAL	BAL/BAN	PLACE CENTRALE	RUE DU PONT	AL,AM	Hors Parcelle	D911F	132		4	07/09/07	Revêtue	Libre	3	Liaison intra-départemen	Départementale	Départementale	RUE	
	55	RUELLE DE L'HOTEL FARGEL	BAL/BAN	RUE DE LA REPUBLIQUE	CHEMIN DE RONDE	AI	Hors Parcelle		40		4	07/09/07	Non revêtue	Impossible aux VL	6	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	RUELLE	
	82	VOIE COMMUNALE N°103	BAL/BAN	ROUTE DE TESQUET	CHEMIN DE BOUY	AH	Hors Parcelle		206		4	07/09/07	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	ROUTE	
	76	VOIE COMMUNALE N°104	CADASTRE	ROUTE DE TESQUET	CHEMIN DE BOUY	AH	Hors Parcelle		219		3	07/09/07	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	VOIE	
	19	VOIE D'ACCES COLLEGE	GEOGRAPHIQUE	AVENUE DU MAS	AVENUE DU MAS	AK,AN	AK0141	Traverse des Parcelles Communale	71		5	24/07/09	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Communale	Voie Communale	VOIE	
	104	VOIE D'ACCES STADE DE FUMEL	GEOGRAPHIQUE	AVENUE DE LA GARE	VOIE D'ACCES STADE DE FUMEL	AL	AL0025	Traverse des Parcelles Communale	59		3	07/09/07	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Communale	Voie Communale	VOIE	
0245K	89	VOIE ROMAINE	BAL/BAN	RUE DE LA REPUBLIQUE	PLACE DU 14 JUILLET	AI	Hors Parcelle		89		3	01/01/87	Revêtue	Libre	5	Desserte locale	Intercommunale	Voie Communale	VOIE	

CONVENTION D'ADHESION

« RETRAITE CNRACL »

POUR LES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS AFFILIES

ENTRE : **La Commune / ~~l'Établissement public~~** de MONSEMPRON LIBOS représenté(e) par son(~~sa~~) Maire / ~~Président(e)~~ BROUILLET J.Jacques dûment habilité(~~e~~) par délibération en date du 09/06/2020, Ci-après dénommé la collectivité,

ET : **Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Lot-et-Garonne** représenté par son Président, Monsieur Christian DELBREL, dûment habilité par délibération du Conseil d'Administration en date du 1er octobre 2025, Ci-après dénommé le CDG 47,

Il est préalablement exposé :

Conformément à l'article L452-41 du Code général de la fonction publique, les centres de gestion peuvent assurer, à la demande des collectivités et établissements situés dans leur ressort territorial, toute tâche en matière de retraite et d'invalidité des agents. Les centres de gestion sont habilités à recueillir, traiter et transmettre aux régimes de retraite, pour le compte des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, les données relatives à la carrière et aux cotisations des agents. Ils apportent leur concours aux régimes de retraite pour la mise en œuvre du droit à l'information des actifs sur leurs droits à la retraite. Les modalités de ces interventions et les conditions de contribution financière par les régimes de retraite sont fixées par des conventions conclues avec les centres de gestion.

La présente convention ne s'applique qu'aux collectivités et établissements publics affiliés au CDG 47.

Il est en conséquence convenu :

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de fixer le rôle du CDG 47 vis-à-vis de la collectivité, en matière d'information, d'accompagnement et d'intervention sur les dossiers relevant du régime de retraites de la CNRACL, *via* l'offre de services du CDG 47.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU CDG 47

Les missions du CDG 47 en la matière sont :

1. **Information et formation, au titre des fonds CNRACL et RAFP, à l'attention des territoriaux actifs et des collectivités et établissements publics affiliés adhérant à la présente convention :**
    - Veille réglementaire et diffusion d'informations en matière de réglementation et de procédures (Internet, courriels, téléphone, supports papiers) au titre des fonds CNRACL et RAFP
    - Réunions, séances thématiques, formations
    - Rendez-vous personnalisés avec les agents territoriaux, sous réserve de prises de rendez-vous par la collectivité employeur (avec, de préférence, la présence d'un gestionnaire des ressources humaines de la collectivité adhérente concernée)

2. **Intervention et assistance à l'attention des employeurs territoriaux adhérents à la présente convention**
    - Régularisation de périodes
    - Validation de services (pour les agents précédemment contractuels de droit public)
    - Déclarations individuelles modificatives de l'IRCANTEC dans le cadre des dossiers de validation de services de la CNRACL
    - Rétablissement régime général/IRCANTEC (RTB)
    - Suivi des fiches de liaison de la CARSAT dans le cadre des dossiers de pensions de la CNRACL
    - Simulation des droits à pension
    - Liquidation des droits à pension (normale, anticipée, progressive, RQTH, invalidité, réversion)
    - Mise en œuvre du droit à l'information : CIR et EIG

Concernant les dossiers dématérialisés (liquidation des droits à pension et mise en œuvre du droit à l'information), la collectivité mandate le CDG 47 à agir pour son compte et en son nom auprès de la CNRACL et de ses services.

Le CDG 47 a pour tâche de compléter, modifier et/ou valider les dossiers dont les données sont fournies par la collectivité.

Il réalise les missions précitées par saisie sur la plateforme « PEP'S » de la CNRACL.

Concernant les dossiers non dématérialisés (régularisation, validation et rétablissement), le CDG 47 a pour tâche de contrôler les données fournies par la collectivité et de les transmettre à la Caisse des Dépôts et Consignations.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE ADHERENTE

La collectivité s'engage à :

- Signer la convention à compter du 1er janvier 2026 ;

- Transmettre la liste nominative de ses agents de droit public (fonctionnaires y compris en disponibilité,, stagiaires, contractuels de droit public sur emploi permanent, à temps complet ou non complet) avant le 31 janvier de chaque année. Cet effectif servira de base à la tarification proposée pour l'année en cours et sera révisable à chaque date anniversaire de signature de la présente convention.
- Fournir les informations et documents demandés par les gestionnaires du CDG 47 dans les délais impartis.

ARTICLE 4 : MONTANT DES PRESTATIONS

Le montant des prestations figure en annexe 1 de la convention.

ARTICLE 5 : RÉVISION DU TARIF

La participation prévue à l'article 4 pourra être révisée annuellement par délibération du Conseil d'Administration du CDG 47, sans donner lieu à un quelconque avenant pour modifier la présente convention.

La modification sera alors immédiatement notifiée à la collectivité qui pourra, si elle le souhaite, dénoncer la présente convention avant le 31 décembre de l'année en cours.

ARTICLE 6 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Dans le cadre de l'exécution de la présente convention, les parties se conformeront au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD – règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016) ainsi qu'à toutes les règles applicables aux données personnelles en France.

Chaque partie déclare et garantit à l'autre partie qu'elle respectera strictement le RGPD pour tout traitement de données à caractère personnel effectué dans le cadre de cette convention.

Les rôles et responsabilités de chacune des parties sont détaillés en annexe 2 de la présente convention.

ARTICLE 7 : DURÉE DE LA CONVENTION

La durée de la convention est fixée à 3 ans, à compter du 1er janvier 2026. Cette convention sera renouvelée pour la même durée sauf dénonciation expresse 3 mois avant la date d'échéance par l'une ou l'autre des parties.

La durée de la convention est fixée à trois ans. Ainsi, toute adhésion, initiale ou en cours de cycle, entrainera la facturation de l'ensemble des sommes dues sur la période (facturation des années 2026-2027-2028).

La présente convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, sur intervention de son organe délibérant, sous réserve que la décision soit notifiée à l'autre partie en respectant un préavis minimum de trois mois, soit à la date du 30 septembre de l'année en cours au plus tard, pour une prise effective au 31 décembre de la même année.

La collectivité restera redevable des sommes dues pour l'intégralité de la durée de la convention.

ARTICLE 8 : RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige survenant entre les parties à l'occasion de l'exécution de la présente convention, compétence sera donnée au Tribunal Administratif de Bordeaux.
Préalablement à l'engagement de toute action judiciaire, les parties devront rechercher une solution à l'amiable au litige qui les opposent.

Fait en deux exemplaires,

À Agen, le .....

Le Président du CDG 47,

Christian DELBREL

À Monsempron-Libos, le .....

~~Le/Le Président~~/Maire de MONSEMPRON-LIBOS

(cachet et signature)

MAIRIE DE MONSEMPRON-LIBOS 47 (LOT-ET-GARONNE)

Prénom NOM de l'autorité

BROUILLET Jean-Jacques

ANNEXE 2 - CONVENTION D'ADHESION « RETRAITE CNRACL »

POUR LES COLLECTIVITES TERRITORIALES ET ETABLISSEMENTS PUBLICS AFFILIES

PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

La présente annexe a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Centre de Gestion (ci-après désigné CDG 47) s'engage à effectuer pour le compte des collectivités et établissements publics adhérents à la convention d'adhésion « Retraite CNRACL » (ci-après désigné « la collectivité ») les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018 (désigné ci-après, « le règlement sur la protection des données »).

I. Qualification juridique des parties

Le CDG 47 a la qualité de sous-traitant au sens du règlement sur la protection des données.

La collectivité a la qualité de sous-traitant au sens du règlement sur la protection des données.

II. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le CDG 47 est autorisé à traiter pour le compte de la collectivité les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les services de la convention d'adhésion « Retraite CNRACL ». Les finalités du traitement sont la collecte, l'enregistrement et la mise à jour des dossiers de retraite des fonctionnaires titulaires de 28h/semaine et plus des collectivités et établissements publics affiliés au CDG 47.

Les traitements mis en œuvre ont pour finalité la gestion des dossiers pour la CNRACL. Les données collectées sont destinées aux services concernés de la collectivité ainsi que, le cas échéant, et uniquement pour les données qui les concernent, à la CNRACL.

Les catégories de personnes concernées sont :

- Les fonctionnaires titulaires employés à 28h/semaine et plus par une collectivité ou un établissement public affilié au CDG 47

Seules les données à caractère personnel nécessaires à la réalisation des objectifs poursuivis sont traitées par le CDG 47. Cela peut concerner des données suivantes :

- Etat civil et social
- Statut marital et composition familiale
- Adresse postale et électronique
- Coordonnées bancaires

Toute personne destinataire des données est soumise à une obligation de confidentialité. Les informations détenues par ces personnes sont limitées à ce qui est strictement nécessaire aux seuls objectifs poursuivis.

III. Obligations du CDG 47 vis-à-vis de la collectivité

Le CDG 47, en tant que sous-traitant, s'engage à :

a) Traiter les données uniquement pour la réalisation des seules finalités qui font l'objet de la convention d'adhésion « Retraite CNRACL ».

b) Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la convention.

c) Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu de la présente convention :

- S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

d) Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

e) Le CDG 47 peut faire appel à des prestataires pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, la collectivité est informée de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires (changement du courtier, de l'assurance, mutualisation des prestations, etc.). La collectivité dispose d'un délai minimum de 10 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. En cas de désaccord avec les décisions du CDG 47, la collectivité aura la possibilité de résilier la convention dans les conditions prévues dans la convention d'adhésion.

Les prestataires retenus sont tenus de respecter les obligations de la présente annexe. Il appartient au CDG 47 de s'assurer que les prestataires présentent les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles

appropriées de manière que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données.

f) Dans la mesure du possible, le CDG 47 aidera la collectivité à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées par les opérations de traitement.

g) Le CDG 47 notifie à la collectivité toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et au plus tard 48 heures après en avoir pris connaissance. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à la collectivité, si nécessaire, de notifier cette violation à la Commission Nationale Informatique et Libertés (la CNIL).

h) Le CDG 47 aide la collectivité pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

i) Le CDG 47 aide la collectivité pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

j) Le CDG 47 s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique.

k) Au terme de la prestation de services relatifs au traitement des données, le CDG 47 s'engage à conserver les données collectées conformément à la réglementation en vigueur et ne détruire les données qu'après la réalisation des objectifs poursuivis par la convention d'adhésion « Retraite CNRACL ». Le CDG 47 s'engage à renvoyer les données à caractère personnel sur demande de la collectivité, au plus tard dans un délai d'un an après la rupture de la convention d'adhésion « Retraite CNRACL ».

l) Conformément à l'article 37 du RGPD, le CDG 47 a désigné un délégué à la protection des données. Celui-ci est joignable à l'adresse dpo@cdg47.fr ou par courrier à :

CDG 47
Pôle Ressources
53 rue de Cartou - CS 80050
47901 AGEN CEDEX 9

m) Le CDG 47 déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de la collectivité.

IV. Obligations de la collectivité vis-à-vis du CDG 47

La collectivité, en tant que responsable de traitement, s'engage à :

a) Fournir au CDG 47 les données nécessaires à la réalisation des finalités prévues dans la présente annexe ;

b) Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le CDG 47 ;

c) Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du CDG 47 ;

d) Fournir, au moment de la collecte des données, l'information relative aux traitements des données réalisés par le CDG 47 aux personnes concernées ;

e) Notifier une violation de données à caractère personnel à la CNIL dans les conditions de l'article 33 du RGPD.

V. Conditions de mise à jour de la présente annexe

Les parties reconnaissent que des ajustements peuvent être nécessaires pour refléter des situations imprévues ou des changements d'ordre juridique. Etant soumises au Règlement Général sur la Protection des Données, les parties s'engagent à respecter les orientations données par la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés considérées comme l'autorité de contrôle en la matière. Pour des raisons de cohérence juridique et de clarté, le CDG 47 se réserve le droit d'apporter des modifications à la présente annexe sans qu'il soit besoin de la faire signer par les parties.

Les parties seront informées par écrit de toute modification apportée dans la présente annexe.